Par e-mail : https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/01/14/2024-annee-cruciale-pour-la-diplomatie-climatique_6210720_3244.html

2024, année cruciale pour la diplomatie climatique

Plus de la moitié des habitants de la planète en âge de voter sont appelés aux urnes cette année, notamment en Inde et aux Etats-Unis, gros émetteurs de gaz à effet de serre.

Par Matthieu Goar

Publié le 14 janvier 2024

Plus de la moitié des habitants de la planète en âge de voter sont appelés aux urnes cette année, notamment en Inde et aux Etats-Unis, gros émetteurs de gaz à effet de serre.

Par Matthieu Goar

Publié le 14 janvier 2024 à 06h30, modifié le 14 janvier 2024 à 16h53

Moment historique de la diplomatie climatique ou grand-messe inutile ? La 28e Conférence des parties sur le climat (COP28) de Dubaï, aux Emirats arabes unis, qui s'est achevée le 13 décembre 2023 sur un texte inédit mentionnant une *« transition vers une sortie des énergies fossiles »*, va jouer son avenir dans les prochaines années.

Synthèse diplomatique fragile, l'accord de Dubaï peut être une nouvelle occasion manquée si les Etats, pris par des contingences de court terme ou dirigés par des gouvernants climatosceptiques, décident de le balayer. *« La COP a représenté une grande avancée, mais le texte de conclusion ne détermine pas ce que les acteurs vont en faire. Les règles d'un sport n'indiquent pas si un joueur va être performant sur le terrain »*, ironise François Gemenne, politologue et spécialiste des migrations climatiques.

2024 sera déjà une année cruciale. D'abord parce que les gouvernements vont devoir commencer à réfléchir à leurs contributions déterminées au niveau national, les engagements qu'ils devront présenter à l'ONU en 2025. Et les prochains mois vont être rythmés par des échéances importantes qui pourraient influencer ces politiques climatiques.

Poussée des populistes

Plus de la moitié des habitants de la planète en âge de voter sont appelés aux urnes. Soixante-huit pays organisent des scrutins. Parmi eux, des gros émetteurs de gaz à effet de serre comme l'Inde, un pays de 1,4 milliard d'habitants, qui élira ses élus à la chambre basse. Grand favori, le Bharatiya Janata Party (BJP), parti du premier ministre nationaliste hindou Narendra Modi, commencera-t-il à travailler sur une transition de son système énergétique pour réduire sa dépendance au charbon ?

Les élections européennes, qui se tiendront du 6 au 9 juin, sont importantes pour les débats au sein de l'Union européenne (UE), un des acteurs les plus ambitieux des COP. Même si l'objectif de réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030 ne peut pas être remis en cause aussi facilement, la poussée des populistes en France, en Italie et surtout dans les pays d'Europe de l'Est, toujours très rétifs aux mesures climatiques, compliquerait la position de l'UE au sein de la diplomatie climatique.

D’autres pays victimes du réchauffement climatique, comme l’Indonésie ou l’Afrique du Sud, éliront également de nouveaux parlementaires. *« Les mots de la COP ne sont que des mots et ils n’auront aucune conséquence si les dirigeants des pays les plus émetteurs ne modifient pas leur politique*, constate Sonia Seneviratne, climatologue à l’Ecole polytechnique fédérale de Zurich (Suisse). *En réalité, ils doivent même aller plus loin, car le texte de Dubaï est très loin de permettre à la planète de rester au-dessous de 1,5 °C de réchauffement alors que chaque dixième de degré compte. »*

Question des financements

Mais le moment le plus décisif pour le climat se tiendra aux Etats-Unis, à la fin de l’année. L’ancien président Donald Trump, qui avait fait sortir son pays de l’accord de Paris en 2017, pourrait à nouveau affronter le président Joe Biden. En cas de victoire, considérerait-il son pays lié à l’accord de Dubaï ? Un divorce des Etats-Unis, premiers producteurs de pétrole, avec le reste de la planète sur le sujet des énergies fossiles serait catastrophique. S’ils piétinaient le texte de Dubaï, le signal envoyé aux investisseurs du monde entier irait à contresens du message de la COP28. *« S’il est élu, on peut être quasiment persuadé qu’il voudra dénoncer l’accord, poussé par les milieux d’affaires, qui lui mettront la pression pour continuer le* business as usual *»*, analyse M. Gemenne.

L’élection américaine se tiendra un peu moins d’une semaine avant le début de la COP29 de Bakou, qui débutera le 11 novembre. Lors de cette conférence, certains défenseurs de la cause climatique veulent justement évoquer la question des financements de la transition climatique, en espérant mettre sur la table la taxation des multinationales. Un débat compliqué qui deviendrait impossible si Donald Trump venait de reconquérir la Maison Blanche.

Matthieu Goar